

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

VIE POLITIQUE,
CULTUELLE ET
ASSOCIATIVE



PROGRAMME 232

VIE POLITIQUE, CULTUELLE ET ASSOCIATIVE

| | |
|---|--------------------|
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 5 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 8 |
| Présentation des crédits | 11 |
| Justification au premier euro | 16 |

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | BILAN STRATÉGIQUE

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Christophe MIRMAND

Secrétaire général du ministère de l'intérieur

Responsable du programme n° 232 : Vie politique, culturelle et associative

Le ministère de l'intérieur a pour mission de garantir l'exercice des droits des citoyens dans le domaine des élections, de la vie associative et de la liberté religieuse. Les crédits nécessaires à l'exercice de ces missions sont portés par le programme « Vie politique, culturelle et associative ».

Sur le volet électoral, le ministère de l'intérieur doit garantir aux électeurs l'égalité et le secret de leur vote, et permettre à tout citoyen satisfaisant aux critères d'éligibilité de se présenter aux élections et de conduire une campagne dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. L'application de ces principes à valeur constitutionnelle guide l'organisation matérielle des élections, depuis la prise des candidatures jusqu'à la tenue des bureaux de vote.

Pour le programme 232, l'année 2019 a vu la tenue de deux scrutins généraux à savoir l'élection des représentants au Parlement européen le 26 mai ainsi que les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie qui ont eu lieu le 12 mai.

L'exercice a aussi été marqué par la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée sous la forme du recueil des soutiens à la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris. Des élections partielles se sont également tenues dont trois élections municipales partielles dans des communes de plus de 9 000 habitants à Fleuris-Merogis, Verrières-le-Buisson et à Vernouillet ainsi qu'une élection départementale partielle dans le canton de Lodève.

Outre l'organisation des élections, le ministère participe également à la transparence du financement de la vie politique française. En effet, chaque année, le ministère de l'intérieur établit et verse le montant de l'aide publique aux partis politiques. Pour l'année 2019, ce montant s'est élevé à 66,2 M€.

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), dont les crédits de fonctionnement sont inscrits sur le programme, remplit également un rôle déterminant dans l'exercice de la vie démocratique. Cette autorité administrative indépendante, créée par la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, contrôle le respect par les candidats aux élections et par les partis politiques, des dispositions relatives à la transparence financière de la vie politique.

Enfin, les missions qu'exerce le ministère de l'intérieur dans le cadre de la vie associative et culturelle consistent principalement à s'assurer que les dispositions des lois du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Églises et de l'État sont appliquées et respectées sur l'ensemble du territoire national. Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, le ministère de l'intérieur est également en charge de l'application du régime concordataire notamment par la nomination des ministres des cultes ou encore l'entretien des bâtiments culturels. Le programme 232 supporte par ailleurs les dépenses liées à la lutte contre le terrorisme et destinées au financement de l'ouverture de nouveaux diplômés universitaires et de programmes de recherches académiques sur l'islam.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Organiser les élections au meilleur coût

INDICATEUR 1.1

Coût moyen de l'élection par électeur inscrit sur les listes électorales

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | BILAN STRATÉGIQUE

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Organiser les élections au meilleur coût

INDICATEUR 1.1

Coût moyen de l'élection par électeur inscrit sur les listes électorales

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| 1.1.1 - Municipales 2014 | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande - Élections municipales | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.2 - Départementales 2015 | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections départementales | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.3 - Sénatoriales 2014 / 2017 | €/électeur inscrit | 0,18 | 0,15 | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections sénatoriales | €/électeur inscrit | 0,01 | 0,01 | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.4 - Européennes 2019 | €/électeur inscrit | Sans objet | | 2,67 | 2,67 | 2,78 | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections européennes | €/électeur inscrit | Sans objet | | 1,83 | 1,83 | 1,90 | Sans objet |
| 1.1.5 - Régionales 2015 | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections régionales | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.6 - Présidentielles 2017 | €/électeur inscrit | 4,35 | 4,22 | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections présidentielles | €/électeur inscrit | 2,81 | 2,79 | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.7 - Législatives 2017 | €/électeur inscrit | 3,72 | 3,52 | Sans objet | | | Sans objet |
| Part du coût de la propagande par électeur - Élections législatives | €/électeur inscrit | 2,14 | 2,13 | Sans objet | | | Sans objet |
| 1.1.8 - Référendum | €/électeur inscrit | Sans objet | | Sans objet | | | Sans objet |

Commentaires techniques

Aucune cible n'est indiquée dans la mesure où l'indicateur peut varier fortement en fonction du nombre de candidats.

Source des données : Bureau des élections et des études politiques (ministère de l'intérieur).

Commentaires : Le coût moyen par électeur correspond au coût global de l'élection ramené au nombre d'électeurs. Le coût de la propagande par électeur correspond au coût global de dépenses de propagande (mise sous pli et acheminement, remboursement aux candidats, campagnes audiovisuelles sur les antennes publiques), ramené au nombre d'électeurs.

Précautions d'interprétation : Le coût moyen de l'élection par électeur inscrit doit se comparer pour un même type d'élection.

Le coût par électeur présenté dans ce document est prévisionnel pour les scrutins à venir. En effet, son évolution dépend de plusieurs facteurs encore inconnus ou non maîtrisables par le responsable de programme au moment de la rédaction du projet annuel de performance :

- l'augmentation ou la diminution du nombre de candidats par rapport aux hypothèses de budgétisation ont un effet mécanique sur le coût du scrutin ;
- les résultats qu'obtiendront les candidats pourront augmenter ou diminuer le montant des remboursements forfaitaires ;

·un changement de mode de scrutin peut provoquer une augmentation ou une diminution mécanique du coût.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le coût moyen provisoire de l'élection des représentants au Parlement européen s'élève à 2,78 € par électeur inscrit dont 1,90 € de propagande électorale. Il a été estimé à partir de la consommation de crédits en 2019 et des dépenses dont le règlement interviendra en 2020. En effet, le règlement du remboursement forfaitaire aux candidats aura lieu sur l'exercice suivant, la Commission nationale des comptes de campagnes et financements politiques ayant rendu ses décisions en décembre 2019 en fin d'exercice.

L'augmentation du coût moyen par rapport aux élections européennes de 2014 s'explique principalement par le rétablissement de la circonscription unique qui a eu pour conséquence le doublement de la taille du bulletin de vote qui est passé d'un format A5 à un format A4. Cette modification a entraîné une augmentation significative des dépenses liées au remboursement de la propagande aux candidats et à l'acheminement de celle-ci.

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|
| 01 – Financement des partis | 13 938 | 5 888 | | 68 670 672 66 191 592 | 68 670 672 66 211 418 | 68 670 672 |
| 02 – Organisation des élections | 13 417 693 4 479 906 | 105 869 878 98 203 125 | 1 199 000 2 232 734 | 8 233 000 9 351 275 | 128 719 571 114 267 040 | 128 719 571 |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 4 773 509 3 731 119 | 1 610 453 1 345 943 | | | 6 383 962 5 077 062 | 6 383 962 |
| 04 – Cultes | | 811 484 | 680 000 318 925 | 2 077 037 1 420 066 | 2 757 037 2 550 475 | 2 757 037 |
| 05 – Vie associative | | 70 000 36 591 | 90 000 154 897 | | 160 000 191 489 | 160 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 18 191 202 | 107 550 331 | 1 969 000 | 78 980 709 | 206 691 242 | 206 691 242 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | -2 260 657 | | +1 425 278 | | -835 379 | |
| Total des AE ouvertes | 15 930 545 | | 189 925 318 | | 205 855 863 | |
| Total des AE consommées | 8 224 963 | 100 403 032 | 2 706 555 | 76 962 933 | 188 297 484 | |

2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|
| 01 – Financement des partis | 13 938 | 2 703 | | 68 670 672 66 191 592 | 68 670 672 66 208 233 | 68 670 672 |
| 02 – Organisation des élections | 13 417 693 4 479 906 | 104 369 878 96 961 689 | 1 199 000 1 389 571 | 8 233 000 9 440 767 | 127 219 571 112 271 933 | 127 219 571 |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 4 773 509 3 731 119 | 2 710 453 2 187 171 | | | 7 483 962 5 918 291 | 7 483 962 |
| 04 – Cultes | | 772 556 | 700 000 474 777 | 2 077 037 1 620 066 | 2 777 037 2 867 398 | 2 777 037 |
| 05 – Vie associative | | 70 000 66 738 | 90 000 14 596 | | 160 000 81 334 | 160 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 18 191 202 | 107 150 331 | 1 989 000 | 78 980 709 | 206 311 242 | 206 311 242 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | -2 260 657 | | +340 153 | | -1 920 504 | |
| Total des CP ouverts | 15 930 545 | | 188 460 193 | | 204 390 738 | |
| Total des CP consommés | 8 224 963 | 99 990 857 | 1 878 944 | 77 252 425 | 187 347 189 | |

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|---|--|
| <i>Prévision LFI 2018</i> <i>Consommation 2018</i> | | | | | | |
| 01 – Financement des partis | 58 722 | | | 68 670 672 66 130 812 | 68 729 394 | 68 729 394 66 130 812 |
| 02 – Organisation des élections | 925 000 649 015 | 39 321 000 94 645 415 | 3 430 014 61 819 | 659 000 2 314 946 | 44 335 014 | 44 335 014 97 671 195 |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 4 927 721 4 062 201 | 1 660 453 854 001 | | | 6 588 174 | 6 588 174 4 916 202 |
| 04 – Cultes | | 796 057 | 680 000 499 173 | 2 077 037 1 276 366 | 2 757 037 | 2 757 037 2 571 596 |
| 05 – Vie associative | | 49 490 94 623 | 40 400 10 757 | | 89 890 | 89 890 105 380 |
| Total des AE prévues en LFI | 5 911 443 | 41 030 943 | 4 150 414 | 71 406 709 | 122 499 509 | 122 499 509 |
| Total des AE consommées | 4 711 216 | 96 390 096 | 571 749 | 69 722 124 | | 171 395 185 |

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|---|---|
| <i>Prévision LFI 2018</i> <i>Consommation 2018</i> | | | | | | |
| 01 – Financement des partis | 58 722 | | | 68 670 672 66 130 812 | 68 729 394 | 68 729 394 66 130 812 |
| 02 – Organisation des élections | 925 000 649 015 | 41 521 000 97 856 627 | 3 430 014 | 659 000 2 156 034 | 46 535 014 | 46 535 014 100 661 676 |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 4 927 721 4 062 201 | 2 760 453 1 688 173 | | | 7 688 174 | 7 688 174 5 750 374 |
| 04 – Cultes | | 851 203 | 700 000 693 428 | 2 077 037 1 326 366 | 2 777 037 | 2 777 037 2 870 997 |
| 05 – Vie associative | | 49 490 72 641 | 40 400 15 715 | 5 000 | 89 890 | 89 890 93 356 |
| Total des CP prévus en LFI | 5 911 443 | 44 330 943 | 4 170 414 | 71 406 709 | 125 819 509 | 125 819 509 |
| Total des CP consommés | 4 711 216 | 100 468 644 | 709 143 | 69 618 212 | | 175 507 215 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------------|
| | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel | 4 711 216 | 18 191 202 | 8 224 963 | 4 711 216 | 18 191 202 | 8 224 963 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|
| | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommées* en 2018 | Ouverts en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 |
| Rémunérations d'activité | 3 597 525 | 16 849 733 | 6 788 482 | 3 597 525 | 16 849 733 | 6 788 482 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 031 378 | 1 126 469 | 1 379 016 | 1 031 378 | 1 126 469 | 1 379 016 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 82 313 | 215 000 | 57 466 | 82 313 | 215 000 | 57 466 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 96 390 096 | 107 550 331 | 100 403 032 | 100 468 644 | 107 150 331 | 99 990 857 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 95 721 453 | 107 550 331 | 99 762 032 | 99 804 001 | 107 150 331 | 99 334 857 |
| Subventions pour charges de service public | 668 643 | | 641 000 | 664 643 | | 656 000 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 571 749 | 1 969 000 | 2 706 555 | 709 143 | 1 989 000 | 1 878 944 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 499 173 | 680 000 | 489 832 | 693 428 | 700 000 | 645 684 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 72 576 | 1 289 000 | 2 216 724 | 15 715 | 1 289 000 | 1 233 260 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 69 722 124 | 78 980 709 | 76 962 933 | 69 618 212 | 78 980 709 | 77 252 425 |
| Transferts aux ménages | | | 380 | | | 380 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 021 038 | 9 509 037 | 8 147 404 | 862 126 | 9 509 037 | 8 236 896 |
| Transferts aux autres collectivités | 68 701 086 | 69 471 672 | 68 815 149 | 68 756 086 | 69 471 672 | 69 015 149 |
| Total hors FdC et AdP | | 206 691 242 | | | 206 311 242 | |
| Ouvertures et annulations* en titre 2 | | -2 260 657 | | | -2 260 657 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +1 425 278 | | | +340 153 | |
| Total* | 171 395 185 | 205 855 863 | 188 297 484 | 175 507 215 | 204 390 738 | 187 347 189 |

* y.c. FdC et AdP

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT DE TRANCHES FONCTIONNELLES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 15/02/2019 | | 351 525 | | | | | | |
| Total | | 351 525 | | | | | | |

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 07/03/2019 | | 10 683 824 | | 13 931 224 | | | | |
| Total | | 10 683 824 | | 13 931 224 | | | | |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 04/04/2019 | | 1 217 601 | | 1 217 601 | | | | |
| 03/12/2019 | | | | | 177 960 | 1 038 847 | 177 960 | 1 038 847 |
| Total | | 1 217 601 | | 1 217 601 | 177 960 | 1 038 847 | 177 960 | 1 038 847 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 21/05/2019 | | | | | | 4 133 824 | | 4 126 224 |
| Total | | | | | | 4 133 824 | | 4 126 224 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/12/2019 | | | | | 2 082 697 | 5 655 001 | 2 082 697 | 9 643 601 |
| Total | | | | | 2 082 697 | 5 655 001 | 2 082 697 | 9 643 601 |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 12 252 950 | | 15 148 825 | 2 260 657 | 10 827 672 | 2 260 657 | 14 808 672 |

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Financement des partis | 13 938 | 68 670 672 66 197 480 | 68 670 672 66 211 418 | 13 938 | 68 670 672 66 194 294 | 68 670 672 66 208 233 |
| 02 – Organisation des élections | 13 417 693 4 479 906 | 115 301 878 109 787 134 | 128 719 571 114 267 040 | 13 417 693 4 479 906 | 113 801 878 107 792 027 | 127 219 571 112 271 933 |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 4 773 509 3 731 119 | 1 610 453 1 345 943 | 6 383 962 5 077 062 | 4 773 509 3 731 119 | 2 710 453 2 187 171 | 7 483 962 5 918 291 |
| 04 – Cultes | | 2 757 037 2 550 475 | 2 757 037 2 550 475 | | 2 777 037 2 867 398 | 2 777 037 2 867 398 |
| 05 – Vie associative | | 160 000 191 489 | 160 000 191 489 | | 160 000 81 334 | 160 000 81 334 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 18 191 202 | 188 500 040 | 206 691 242 | 18 191 202 | 188 120 040 | 206 311 242 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | -2 260 657 | +1 425 278 | -835 379 | -2 260 657 | +340 153 | -1 920 504 |
| Total des crédits ouverts | 15 930 545 | 189 925 318 | 205 855 863 | 15 930 545 | 188 460 193 | 204 390 738 |
| Total des crédits consommés | 8 224 963 | 180 072 520 | 188 297 484 | 8 224 963 | 179 122 226 | 187 347 189 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +7 705 582 | +9 852 797 | +17 558 379 | +7 705 582 | +9 337 967 | +17 043 549 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 6 750 000

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 18 191 202 | 189 299 462 | 207 490 664 | 18 191 202 | 188 919 462 | 207 110 664 |
| Amendements | 0 | -799 422 | -799 422 | 0 | -799 422 | -799 422 |
| LFI | 18 191 202 | 188 500 040 | 206 691 242 | 18 191 202 | 188 120 040 | 206 311 242 |

Dans le cadre du vote de la loi de finances pour 2019, les crédits hors titre 2 du programme ont été minorés à hauteur de 799 422 € au titre de la mise en oeuvre de l'assurance interministérielle à la suite du vote d'amendements intervenus au cours des débats parlementaires.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Décret de transfert :

- Le décret n°2019-277 du 4 avril 2019 a été publié le 6 avril 2019 au JO portant transfert de crédits d'un montant de 1 217 601 € en AE/CP en crédits de hors titre 2 du programme 123 « Conditions de vie outre-mer » au profit du programme 232 « Vie politique, culturelle et associative » pour le financement de la mission de l'ONU en Nouvelle-Calédonie ;
- Enfin, un décret de transfert d'un montant de 1 038 847 € en AE/CP en crédits de hors titre 2 et 177 960 € en AE/CP en crédits de titre 2 a été publié au JO le 3 décembre 2019. Ce second décret de transfert à destination du MEAE (programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires »), a été effectué afin de solder le reliquat de dépenses engagées par le MEAE dans le cadre de l'organisation des élections européennes pour les Français établis hors de France.

Décret de virement :

- Le décret n°2019-493 portant virement de crédits et daté du 21 mai 2019, d'un montant de 4 133 824 € en AE et 4 126 224 € en CP, a été réalisé du programme 232 vers le programme 307 « Administration territoriale » dans le cadre d'une opération immobilière relative à la sous-préfecture de Saint-Denis.

Arrêtés de report :

- 351 524 € en AE de crédits hors titre 2 ont été reportés par l'arrêté du 15 février 2019, publié au JO le 16 février 2019, au titre des autorisations d'engagement affectées sur une tranche fonctionnelle pour servir de support à une opération d'investissement et non engagées ;
- 10 683 824 € en AE et 13 931 224 € en CP de crédits hors titre 2 ont été reportés sur le programme par l'arrêté du 8 mars 2019 et publié le 17 mars 2019 au JO.

Loi de finances rectificative :

- Le décret n°2019-1277 du 3 décembre 2019 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi de finances rectificative du 2 décembre 2019 a annulé 5 655 001 € en AE et 9 643 301 € en CP de crédits de hors titre 2 et 2 082 697 € en AE/CP de crédits de titre 2.

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 90 956 | 5 655 001 | 5 745 957 | 90 956 | 5 643 601 | 5 734 557 |
| Surgels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 90 956 | 5 655 001 | 5 745 957 | 90 956 | 5 643 601 | 5 734 557 |

Le programme 232 a par ailleurs procédé à une fongibilité asymétrique à hauteur de 6 750 000 € à partir des crédits excédentaires sur le titre 2 pour couvrir les dépenses hors titre 2 liées à l'externalisation de la mise sous pli de la propagande électorale lors des élections européennes du 26 mai 2019.

Le programme "Vie politique, culturelle et associative" a fait l'objet d'une mise en réserve de 0,5% de ses crédits en titre 2 et 3% de ses crédits en hors titre 2.

Aucune mesure de dégel ni de surgel n'a été réalisée en hors titre 2.

En revanche, l'intégralité de la réserve de précaution de crédits de titre 2 CAS Pensions, d'un montant de 1 799 € en AE/CP, a été dégelée. Aucun surgel n'a été effectué sur les crédits de titre 2.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2018 (1) | Réalisation 2018 (2) | LFI + LFR 2019 (3) | Transferts de gestion 2019 (4) | Réalisation 2019 (5) | Écart à LFI + LFR 2019 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1160 – Hauts fonctionnaires | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 |
| 1161 – Personnels administratifs | 0 | 46 | 49 | 0 | 47 | -2 |
| Total | 0 | 48 | 51 | 0 | 49 | -2 |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI (6) | Mesures de transfert en LFI (7) | Corrections techniques (8) | Impact des schémas d'emplois pour 2019 (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019 | dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019 |
|----------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1160 – Hauts fonctionnaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1161 – Personnels administratifs | 0 | 0 | +1 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | +1 | 0 | 0 | 0 |

L'ensemble des emplois du programme sont rattachés à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) et appartiennent à l'action 3. Pour les autres actions du programme, les personnels sont rattachés aux programmes 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » (administration centrale) et 307 « Administration territoriale ».

En 2019, le programme 232 « Vie politique, culturelle et associative » comportait les crédits de personnel suivants :

- les crédits de personnel concourant à l'organisation des élections (4 465 560 € en 2019, action 02), auxquels aucun ETPT n'est rattaché, ces derniers étant portés par la CNCCFP. Il s'agit principalement d'indemnités versées dans le cadre de la préparation et du déroulement des opérations électorales (indemnités pour travaux supplémentaires, indemnités de mise sous pli de la propagande électorale, etc.) ;

- les crédits de personnel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (action 03), auxquels un plafond de 51 ETPT était attribué en 2019. Au 31 décembre 2019, ont été réalisés 49,44 ETPT, représentant une dépense de 3 731 119 € dont :

- 3 594 955 € au titre de la rémunération des agents ;
- 98 774 € au titre des vacations dues aux rapporteurs ;
- 37 390 € au titre des allocations d'aide au retour à l'emploi.

Le programme ne portait pas de schéma d'emploi en 2019.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

| Service | Prévision LFI ETPT | Réalisation ETPT | ETP au 31/12/2019 |
|--------------|-----------------------|---------------------|----------------------|
| Autres | 51 | 49 | 59 |
| Total | 51 | 49 | 59 |

Tous les ETPT du programme sont rattachés à l'activité de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). La CNCCFP a consommé 49,44 ETPT en 2019 et a terminé à 59,46 ETP en décembre 2019.

Au cours de la gestion 2019, la CNCCFP a notamment examiné les comptes de campagne des candidats à l'élection des représentants au Parlement européen, mais aussi aux élections provinciales de Nouvelle-Calédonie et aux élections partielles de l'année 2019.

La CNCCFP a également exercé son activité annuelle de contrôle du respect de leurs obligations comptables par les partis et groupements politiques dans un cadre juridique renouvelé et étoffé par la loi organique n° 2017-1338 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique et dans une exigence de transparence avec une mise à disposition sur la plateforme ouverte des données publiques françaises (data.gouv.fr).

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|---|---------------|-------------|
| | ETPT | ETPT |
| 03 – Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques | 51 | 49 |
| Total | 51 | 49 |
| Transferts en gestion | | 0 |

Dans le respect du plafond d'emplois inchangé de 51 ETPT, la CNCCFP a renforcé ses effectifs d'emplois permanents notamment pour accompagner le projet de dématérialisation des comptes de campagne. Une équipe projet a ainsi été constituée au sein de la CNCCFP comprenant un chef de projet, son adjoint et un expert métier. Compte tenu du nombre croissant de demandes de communication de documents administratifs et des nouvelles obligations en termes de publication des comptes des formations politiques, la cellule en charge de la protection des données personnelles a bénéficié d'une création d'emploi.

S'agissant des emplois non permanents la commission a renforcé les équipes du service du contrôle et des affaires juridiques, de la cellule protection des données personnelles et du service de l'administration générale dans un contexte :

- d'instruction des comptes de l'élection des représentants au Parlement européen ;
- de préparation des achats et du matériel électoral nécessaires à la tenue des élections municipales de mars 2020 ;
- de nécessaire remplacement d'agents absents sur de longues périodes.

La non-saturation du plafond d'emplois s'explique par une consommation inférieure à celle projetée initialement du fait de la modification de la circonscription électorale pour la désignation des représentants au Parlement européen. En effet, le retour à une circonscription unique s'est traduit par un nombre moindre de comptes à examiner.

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2018 | Prévision LFI 2019 | Exécution 2019 |
|--|------------------|--------------------|------------------|
| Rémunération d'activité | 3 597 525 | 16 849 733 | 6 788 482 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 031 378 | 1 126 469 | 1 379 016 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 325 051 | 359 715 | 361 398 |
| – Civils (y.c. ATI) | 325 051 | 359 715 | 361 398 |
| – Militaires | | | |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE) | | | |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | | | |
| Autres cotisations | 706 327 | 766 754 | 1 017 618 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 82 313 | 215 000 | 57 466 |
| Total titre 2 (y.c. CAS Pensions) | 4 711 216 | 18 191 202 | 8 224 963 |
| Total titre 2 (hors CAS Pensions) | 4 386 165 | 17 831 487 | 7 863 565 |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i> | | | |

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|-------------|
| Socle d'exécution 2018 retraitée | 3,19 |
| Exécution 2018 hors CAS Pensions | 4,39 |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2019/ 2018 | |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -1,20 |
| – GIPA | |
| – Indemnisation des jours de CET | |
| – Mesures de restructuration | |
| – Autres dépenses de masse salariale | -1,20 |
| Impact du schéma d'emplois | |
| EAP schéma d'emplois 2018 | |
| Schéma d'emplois 2019 | |
| Mesures catégorielles | |
| Mesures générales | |
| Rebasage de la GIPA | |
| Variation du point de la fonction publique | |
| Mesures bas salaires | |
| GVT solde | |
| GVT positif | |
| GVT négatif | |
| Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA | 4,68 |
| Indemnisation des jours de CET | |
| Mesures de restructurations | |
| Autres rebasages | 4,68 |
| Autres variations des dépenses de personnel | |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | |
| Autres variations | |
| Total | 7,86 |

Le montant des crédits du programme 232 "Vie politique, culturelle et associative" dépend principalement du calendrier électoral. En 2019, ce dernier a été marqué par l'élection des représentants au Parlement européen, les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie ainsi que des élections partielles.

Le niveau de consommation des crédits de titre 2 s'explique par :

- le débasage de 1,2 M€ correspondant à la consommation de crédits en 2018 pour travaux supplémentaires et d'indemnités de mise sous pli de la propagande électorale dans le cadre de l'organisation des élections territoriales en Polynésie, diverses élections partielles dont dix élections législatives partielles, une élection sénatoriale partielle et une élection départementale partielle, ainsi que la consultation relative à l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté le 4 novembre 2018.
- le rebasage de 4,6 M€ correspondant à la consommation de crédits en 2019 pour travaux supplémentaires et d'indemnités de mise sous pli de la propagande électorale dans le cadre de l'organisation des élections européennes, des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, des élections partielles et des vacations versées aux rapporteurs de la CNCCFP pour l'examen des comptes de campagne.

■ ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Restauration | 51 | 67 520 | | 67 520 |
| Total | | 67 520 | | 67 520 |

Les dépenses d'action sociale du programme 232 concernent l'action 03 "Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques". 67 520 € ont ainsi été consommés au profit de l'ensemble des agents permanents et non permanents de la CNCCFP.

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DÉPENSES PLURIANNUELLES

**SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)**

| AE 2019 | CP 2019 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2019 * (E1) 196 675 318 | CP ouverts en 2019 * (P1) 195 210 193 |
| AE engagées en 2019 (E2) 180 072 520 | CP consommés en 2019 (P2) 179 122 226 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) 524 652 | dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 2 596 263 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 - E2 - E3) 16 078 146 | dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 176 525 963 |

RESTES À PAYER

| | | | | | |
|---|---|--|---|--|--|
| Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) 10 265 763 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) 18 010 | | | | | |
| Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) 10 283 773 | – | CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 2 596 263 | = | Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 - P3) 7 687 510 | |
| AE engagées en 2019 (E2) 180 072 520 | – | CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 176 525 963 | = | Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 - P4) 3 546 558 | |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) 11 234 068 | |
| | | | | | Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) 4 904 802 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 - P5) 6 329 266 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Au 31 décembre 2019, les restes à payer s'élèvent à 11 215 488 € :

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- 1,9 M€ au titre de la campagne audiovisuelle de l'élection des représentants au Parlement européen ;
- 0,6 M€ au titre de la campagne audiovisuelle des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie ;
- 3,0 M€ au titre des campagnes audiovisuelles de 2017 et 2018 ;
- 1,2 M€ de commande de matériel électoral (cartes électorales, enveloppes de propagande, enveloppes de scrutin etc.) ;
- 0,6 M€ de transferts aux communes ;
- 0,5 M€ d'acheminement de la propagande électorale ;
- 1,5 M€ au titre des dépenses informatiques ;
- 1,5 M€ au titre du bail et des missions de contrôle de la CNCCFP ;
- 0,3 M€ au titre de l'immobilier des cultes ;
- 0,1 M€ au titre des dépenses liées au "Répertoire national des associations" ;
- 0,03 de subventions aux cultes

JUSTIFICATION PAR ACTION

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 01

Financement des partis

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|----------------------------|---------------|---------------|-------------------|-------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| (y.c. FdC et AdP) | | | | | | |
| Autorisations d'engagement | | 68 670 672 | 68 670 672 | 13 938 | 66 197 480 | 66 211 418 |
| Crédits de paiement | | 68 670 672 | 68 670 672 | 13 938 | 66 194 294 | 66 208 233 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | | 13 938 | | 13 938 |
| Rémunérations d'activité | | 10 200 | | 10 200 |
| Cotisations et contributions sociales | | 3 738 | | 3 738 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | | 5 888 | | 2 703 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 5 888 | | 2 703 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 68 670 672 | 66 191 592 | 68 670 672 | 66 191 592 |
| Transferts aux autres collectivités | 68 670 672 | 66 191 592 | 68 670 672 | 66 191 592 |
| Total | 68 670 672 | 66 211 418 | 68 670 672 | 66 208 233 |

66,2 M€ ont été versés au titre de l'aide publique aux partis politiques. Le décret n° 2019-111 du 19 février 2019 a réparti les sommes entre les partis éligibles pour l'année 2019, selon les dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique. Comme chaque année de la mandature en cours, la répartition de la première fraction a été reconduite par rapport à celle versée en 2018 en fonction des résultats du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale. La répartition de la seconde fraction a été actualisée des modifications constatées au mois de novembre 2018 dans les déclarations de rattachement des parlementaires. La modulation financière à l'encontre des partis ne respectant pas les règles de parité s'élève à 2 251 393 € pour 2019.

L'action 01 porte également l'indemnité en titre 2 et les dépenses de fonctionnement en hors titre 2 du médiateur du crédit. Ces dernières ont représenté 5 800 € en AE et 3 000 € en CP.

Action 02

Organisation des élections

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| (y.c. FdC et AdP) | | | | | | |
| Autorisations d'engagement | 13 417 693 | 115 301 878 | 128 719 571 | 4 479 906 | 109 787 134 | 114 267 040 |
| Crédits de paiement | 13 417 693 | 113 801 878 | 127 219 571 | 4 479 906 | 107 792 027 | 112 271 933 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 13 417 693 | 4 479 906 | 13 417 693 | 4 479 906 |
| Rémunérations d'activité | 13 417 693 | 4 199 174 | 13 417 693 | 4 199 174 |
| Cotisations et contributions sociales | | 280 682 | | 280 682 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 51 | | 51 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 105 869 878 | 98 203 125 | 104 369 878 | 96 961 689 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 105 869 878 | 98 203 125 | 104 369 878 | 96 961 689 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 1 199 000 | 2 232 734 | 1 199 000 | 1 389 571 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 157 907 | | 157 907 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 1 199 000 | 2 074 827 | 1 199 000 | 1 231 664 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 8 233 000 | 9 351 275 | 8 233 000 | 9 440 767 |
| Transferts aux ménages | | 380 | | 380 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 8 233 000 | 8 133 294 | 8 233 000 | 8 222 786 |
| Transferts aux autres collectivités | | 1 217 601 | | 1 217 601 |
| Total | 128 719 571 | 114 267 040 | 127 219 571 | 112 271 933 |

Titre 2 :

L'action 02 "Organisation des élections" ne compte pas d'effectifs, la masse salariale des agents concourant à l'organisation des élections en administration centrale et en préfecture étant regroupée sur le programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur" et sur le programme 307 "Administration territoriale".

Ces règlements concernent :

- l'indemnisation des travaux supplémentaires effectués par les agents des préfectures et des services centraux ;
- les travaux de mise sous pli des documents de propagande effectués en régie par les personnels de préfecture ;
- les indemnités dues notamment aux membres des commissions de contrôle des opérations de vote et aux secrétaires des commissions de propagande.

Les crédits de personnel consommés en 2019 s'élèvent à 4 479 906 €. Cette sous-consommation par rapport à la prévision en LFI s'explique par le fait qu'un nombre important de préfectures ont eu recours à une mise sous pli externalisée lors de l'élection des représentants au Parlement européen.

Hors titre 2 :

Les paiements réalisés sur la gestion 2019 ont concerné l'élection des représentants au Parlement européen (96,6 M€ en AE et 95,5 M€ en CP), les élections provinciales (2,1 M€ en AE et 1,6 M€ en CP), les élections partielles (0,9 M€ en AE et en CP), mais également les reliquats liés à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté en Nouvelle-Calédonie qui s'était déroulée le 4 novembre 2018 (0,3 M€ en AE et 0,9 M€ en CP).

A cela s'ajoute l'ensemble des dépenses communes afférentes à toutes les élections dont principalement l'achat de matériel électoral (5,4 M€ en AE/CP).

En 2019, les crédits consommés par le volet SIC élections s'élèvent à 4,2 M€ en AE et 3,3 M€ en CP et correspondent à l'accélération de la refonte de deux applications de la sphère élections, et à la remise en fonctionnement et au développement de nouvelles fonctionnalités de la plate-forme de recueil de soutiens à la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris.

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 03

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|----------------------------|---------------|---------------|------------------|-------------|---------------|------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| (y.c. FdC et AdP) | | | | | | |
| Autorisations d'engagement | 4 773 509 | 1 610 453 | 6 383 962 | 3 731 119 | 1 345 943 | 5 077 062 |
| Crédits de paiement | 4 773 509 | 2 710 453 | 7 483 962 | 3 731 119 | 2 187 171 | 5 918 291 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 4 773 509 | 3 731 119 | 4 773 509 | 3 731 119 |
| Rémunérations d'activité | 3 432 040 | 2 579 109 | 3 432 040 | 2 579 109 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 126 469 | 1 094 596 | 1 126 469 | 1 094 596 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 215 000 | 57 415 | 215 000 | 57 415 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 610 453 | 1 345 943 | 2 710 453 | 2 187 171 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 610 453 | 1 345 943 | 2 710 453 | 2 187 171 |
| Total | 6 383 962 | 5 077 062 | 7 483 962 | 5 918 291 |

Au 31 décembre 2019, la consommation de crédits de hors titre 2 s'élève à 1,3 M€ en AE et de 2,2 M€ en CP.

Les crédits consacrés à la mission d'administration générale de la CNCCFP s'élèvent en CP à :

- 1,15 M€ au titre du règlement du loyer, des charges et taxes ;
- 0,15 M€ liés aux dépenses de personnel (formation, action sociale...) ;
- 0,10 M€ au titre des dépenses d'entretien, de fluides, de sécurité physique de la commission, de fournitures de tous ordres.

Le reste des dépenses a été consacré à la mission de contrôle de la commission dont :

- 0,06 M€ au règlement des dépenses de communication ;
- 0,65 M€ au règlement des dépenses informatiques ;
- 0,08 M€ au règlement des dépenses liées à la confection et à l'acheminement des comptes de campagne.

Le taux d'exécution des crédits hors titre 2 est de 84% en AE et 81% en CP par rapport aux crédits disponibles, et de 78% en AE/CP en crédits de titre 2.

Action 04**Cultes**

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|----------------------------|---------------|---------------|------------------|-------------|---------------|------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| (y.c. FdC et AdP) | | | | | | |
| Autorisations d'engagement | | 2 757 037 | 2 757 037 | | 2 550 475 | 2 550 475 |
| Crédits de paiement | | 2 777 037 | 2 777 037 | | 2 867 398 | 2 867 398 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | | 811 484 | | 772 556 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 170 484 | | 116 556 |
| Subventions pour charges de service public | | 641 000 | | 656 000 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 680 000 | 318 925 | 700 000 | 474 777 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 680 000 | 318 925 | 700 000 | 474 777 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 2 077 037 | 1 420 066 | 2 077 037 | 1 620 066 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 276 037 | 14 110 | 1 276 037 | 14 110 |
| Transferts aux autres collectivités | 801 000 | 1 405 956 | 801 000 | 1 605 956 |
| Total | 2 757 037 | 2 550 475 | 2 777 037 | 2 867 398 |

Les crédits consommés sur l'action 04 se répartissent de la manière suivante :

- Plan de lutte contre le terrorisme

0,8 M€ en AE et 1 M€ en CP ont été consommés dans le cadre du plan de lutte contre le terrorisme.

Ces crédits sont destinés au financement de recherches en islamologie et en sciences humaines et sociales sur l'islam de France, et aux subventions accordées pour la mise en œuvre de diplômes d'universités de formation civile et civique et de deux certificats existants. En 2019, 0,2 M€ en CP ont également été consommés au titre de la convention signée en 2015 entre le ministère de l'Intérieur et l'Institut Français de Civilisation Musulmane (IFCM) à Lyon.

- Immobilier des cultes

0,5 M€ en AE et 0,6 M€ en CP ont été consommés.

Les crédits ont été utilisés pour des travaux de pérennisation du patrimoine (réfection de toitures et menuiseries extérieures) et de mise en sécurité (structurelles ou relevant de la réglementation incendie).

Les crédits d'investissement imputés sur cette action sont destinés à financer les travaux relevant de la responsabilité de l'État propriétaire des quatre implantations culturelles des départements concordataires du Bas-Rhin et de la Moselle. Il s'agit des grands séminaires et palais épiscopaux de Metz et de Strasbourg.

- Subventions

Le montant reste inchangé par rapport à 2018 et s'élève à 1,2 M€ en AE/CP.

Vie politique culturelle et associative

Programme n° 232 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 05**Vie associative**

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|----------------------------|---------------|---------------|----------------|-------------|---------------|----------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| (y.c. FdC et AdP) | | | | | | |
| Autorisations d'engagement | | 160 000 | 160 000 | | 191 489 | 191 489 |
| Crédits de paiement | | 160 000 | 160 000 | | 81 334 | 81 334 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------|----------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 70 000 | 36 591 | 70 000 | 66 738 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 70 000 | 36 591 | 70 000 | 66 738 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 90 000 | 154 897 | 90 000 | 14 596 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 13 000 | | 13 000 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 90 000 | 141 897 | 90 000 | 1 596 |
| Total | 160 000 | 191 489 | 160 000 | 81 334 |

Les crédits de fonctionnement consacrés à la vie associative visent à assurer la maintenance du répertoire national des associations (RNA). Ce système d'information national contient les données des associations déclarées conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (les associations établies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, régies par le droit local, ne sont pas répertoriées).

En 2019, les crédits consommés ont permis le maintien en condition opérationnelle matériel et logiciel du RNA. Ce maintien en condition opérationnelle, lié à l'hébergement de l'application par la direction des systèmes d'information et de communication, porte sur l'infrastructure utilisée (serveurs mais aussi stockage/sauvegarde et services de sécurité) dont l'objectif est de garantir la disponibilité et le niveau de sécurité attendus par les utilisateurs.

Le fonctionnement de l'application RNA ayant été impacté par de nombreux problèmes liés notamment à l'obsolescence du système, un plan de sécurisation a été mis en œuvre en 2019, ce qui explique la surconsommation de 31 489 € en AE.

SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur financé (Programme chef de file) | Prévision LFI | | Réalisation | |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Universités et assimilés (P150) | 0 | 0 | 286 000 | 301 000 |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 271 000 | 286 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 |
| Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150) | 0 | 0 | 320 000 | 290 000 |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 215 000 | 185 000 |
| Transferts | 0 | 0 | 105 000 | 105 000 |
| CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172) | 0 | 0 | 65 000 | 65 000 |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 65 000 | 65 000 |
| IRD - Institut de recherche pour le développement (P172) | 0 | 0 | 60 000 | 90 000 |
| Subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 60 000 | 90 000 |
| Total | 0 | 0 | 731 000 | 746 000 |
| Total des subventions pour charges de service public | 0 | 0 | 611 000 | 626 000 |
| Total des transferts | 0 | 0 | 120 000 | 120 000 |